

Rejet partiel mais large de l'entente Front commun — gouvernement **Place à la remobilisation, à la démocratisation... et à la gauche**

Les votes des assemblées syndicales et des référendums reflètent jusqu'ici soit le rejet soit la confirmation de l'entente entre le Front commun et le gouvernement québécois du 17 décembre par les délégations des diverses fédérations syndicales avant Noël. À la Fédération de la santé et des services sociaux de la Confédération des syndicats nationaux (FSSS-CSN), regroupant la large majorité des travailleuses de ces secteurs hors infirmières et hors professionnelles, soit 110 000 des 400 000 membres du Front commun sur 550 000 employés de l'État pour une population québécoise totale de 8.25 millions, tout comme à la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), petite centrale hors Front commun regroupant le tiers des enseignantes du primaire et du secondaire, soit 33 000 membres, le rejet est massif.

Ailleurs, surtout chez les professionnels, c'est l'acceptation qui prédomine mais loin de l'unanimité, avec quelques syndicats locaux, tel celui du soutien scolaire de Montréal (APPA - 5 000 membres), qui optent pour le rejet. Entre les deux extrêmes, on trouve la Fédération des syndicats de l'enseignement de la Centrale des syndicats du Québec (FSE-CSQ) membre du Front commun, regroupant l'autre deux tiers des enseignantes du primaire et du secondaire soit 66 000 membres, où d'importants syndicats locaux, dans les régions de Québec et de Sherbrooke, ont fait dissidence. Les syndicats des professeurs de cégeps (20 000), membres du Front commun, sauf certains au nord de l'Île de Montréal, à Laval, en Abitibi et en Outaouais, tout comme la Fédération interprofessionnelle du Québec (FIQ), hors Front commun, regroupant les infirmières (65 000) se sont laissés séduire par une hausse salariale pour 2019 faite sur mesure pour eux sous couvert de relativité ou d'équité salariales.

Reste que pour les syndicats qui ont suivi la direction du Front commun, il en résulte une entente salariale de 5 ans moindre que la prévisible hausse du coût de la vie — la dépréciation du dollar canadien y voit — à moins d'envisager une longue déflation sur fond de récession, et en une hausse de l'âge de la retraite de 60 à 61 ans. Quant aux conditions de travail, elles ne comportent soit aucune amélioration soit des peccadilles sans effet visible sur l'austérité, à moins d'appeler victoire le retrait assez prévisible des demandes patronales pour des reculs. La lutte contre l'austérité s'en voit affaiblie... à moins d'un rebondissement que la large fronde des syndicats dissidents pourrait provoquer.

L'heure de la remobilisation est venue

Car est maintenant venue l'heure de la remobilisation. Le début pourrait en être la semaine anti-budget de la Coalition mains rouges, regroupant le milieu communautaire et la frange plus combative du mouvement syndical, à la fin février. Il n'y a aucune raison sérieuse qui empêche la FSSS et la FAE de s'entendre avec la Coalition mains rouges pour organiser un rassemblement géant qui marquerait le début d'un Printemps 2016 digne du Printemps érable de 2012 et même au-delà, vers la grève sociale. Pourraient s'y joindre les parents pour l'école publique qui font des chaînes humaines devant des centaines d'écoles au début de chaque mois, le mouvement des garderies publiques, dont les budgets sont sévèrement coupés et qui ont manifesté par milliers à travers tout le Québec le 7 février, les assistés sociaux contraints au « workfare » par une nouvelle législation en discussion et les employés municipaux en voie de perdre de facto leur droit de grève et dont ceux de Montréal sont victimes d'une forte répression par son maire populiste.

Mais la lutte contre l'austérité est-elle bien le but des directions de la FSSS et de la FAE auxquelles les bases syndicales font jusqu'ici largement confiance? Veulent-elle une pleine mobilisation pour vaincre l'austérité ou veulent-elles plutôt convaincre leurs membres que suffirait une négociation, appuyée de sporadiques mobilisations, dont le but serait de gagner ce petit supplément salarial qu'ont obtenu infirmières et professeurs de cégeps afin de démobiliser ces syndicats réputés pour leur combativité... passée? L'insistance sur la réouverture des négociations de la part de la

direction de la FSSS et leur reprise par la FAE ne rassurent pas.

Bien sûr, il faut toujours finir par négocier mais est-ce bien la priorité de l'heure alors qu'il y a un vide de mobilisation causant un vide médiatique créant un semblant de normalisation, de fausse paix sociale? Lors d'une récente conférence pour militants, le représentant de la FAE paraissait résigné à subir une loi spéciale leur octroyant au pire la même chose que les professeurs de cégep... tout en espérant que les syndicats dissidents de la FSE-CSQ joindront les rangs de la FAE lors de la prochaine période officielle de maraudage prévue après les signatures des conventions collectives.

La lutte contre l'austérité passe par la démocratie syndicale

On se dit que les bases syndicales auraient intérêt à se réorganiser pour prendre en mains la direction de leurs affaires car ce sont elles et eux qui prendront les risques de la lutte ou qui vivront les conséquences d'une mauvaise convention collective sur fond de renforcement sans fin de l'austérité. Le gouvernement, par sa législation de 2003, a forcé la réorganisation des syndicats de la santé et des services sociaux en grands syndicats locaux. Et ce sera pire prochainement avec la loi 10 qui impose des unités locales gigantesques. Comme pour le secteur de l'enseignement primaire et secondaire, les secteurs de la santé et des services sociaux se retrouvent avec des syndicats locaux comptant chacun plusieurs milliers de membres répartis entre un grand nombre d'établissements. Le bordel organisationnel qui a suivi le démantèlement des petits syndicats d'établissements a favorisé à la fois la centralisation et une petite bureaucratisation locale en même temps qu'un débordement de tâches pour le noyau de militantes.

Manque entre l'assemblée générale et l'exécutif une structure intermédiaire d'équipes d'établissement pouvant être réunies dans un conseil de déléguées. Pourrait y résider le pouvoir réel y compris l'assignement des tâches et leur contrôle en autant que les réunions sont fréquentes, particulièrement au moment des conflits. Dans l'enseignement primaire et secondaire, on peut concevoir un copie-coller partant des écoles quitte à compléter et perfectionner ce qui se fait déjà étant donné que leur structure est plus ancienne. De là à construire des structures intersyndicales et régionales au même niveau, il n'y a qu'un pas qu'il faut franchir. Puis viendrait une structure nationale. Tant mieux si les directions locales, tout comme celles des fédérations et des centrales, embarquent dans cette dynamique qui leur faciliterait la vie en autant qu'elles veulent aussi construire un syndicalisme de combat capable d'être le noyau d'une grève sociale pour vaincre l'austérité. Sinon, ces conseils de déléguées seraient une police d'assurance anti-bureaucratie capable de faire le ménage au-delà du fréquent chialage contre les directions.

Un appui politique qui se manifeste tardivement et timidement

À l'occasion du dixième anniversaire de sa fondation, Québec solidaire a enfin rompu son silence à propos de l'entente¹. Il a attendu que le rejet par les bases de la FSSS et de la FAE soit clairement majoritaire. Pour le leadership, on repassera. L'appui est minimaliste. Il suggère une légère hausse salariale à la mode FIQ ou FNEEQ. Il n'est nullement question de situer la lutte contre les bas salaires dans le contexte de la lutte contre l'austérité. Bizarrement la question des femmes n'est pas invoquée alors que la pauvreté des femmes a toujours été un point fort du discours du parti. On n'y trouve pas non plus d'appel à la mobilisation. On sent que cette prise de position est un passage obligé rédigé pour mécontenter personne, surtout pas les directions syndicales dont la capitulation est passée sous silence. Ceci dit, un appui même mou à la dissidence contre l'entente par un parti représenté à l'Assemblée nationale a toute son importance. Quant au Parti québécois (PQ), l'opposition officielle, il s'est empressé d'approuver l'entente, ce que Québec solidaire n'a pas dénoncé.

1 Communiqué, [Négociations du secteur public: « De l'argent, il y en a, M. Hamad! », Françoise David, 5/02/16](#)

Pour ce qui est de la gauche de Québec solidaire regroupée dans Presse-toi-à-gauche, elle met la pédale douce sur l'enjeu le plus crucial de la lutte de classe québécoise — par exemple, elle ne fait pas état des votes à la base dramatiquement suivi par la gauche syndicale... et la droite —, en fait un enjeu historique car une telle révolte contre les directions syndicales est du jamais vu dans l'histoire ouvrière québécoise. Elle braque plutôt son projecteur sur le microscopique parti Option nationale (ON)², marionnette du PQ dont le but est de lui servir d'appât pour enjôler l'aile la plus indépendantiste des Solidaires. ON lui sert de partenaire de négociations pour construire une alliance électorale souverainiste sous sa gouverne. Constatant la tiédeur de Québec solidaire pour cette alliance, ON, à son récent congrès, a enjolivé l'appât en calquant, sur un mode plus indépendantiste, la stratégie lénifiante, purement institutionnelle, d'assemblée constituante à la Solidaire suivi d'un référendum pour l'indépendance³. En est refoulée à la marge la stratégie de la grève sociale, dont l'actuelle porte d'entrée est la dissidence contre l'entente, vers le plein emploi écologique par un Québec indépendant ayant le pouvoir d'exproprier les banques et de répudier le libre-échange.

Lutte commune, l'espoir d'une gauche syndicale pérenne

Il n'en reste pas moins qu'est née de la dissidence contre l'entente l'organisation Lutte commune regroupant une centaine de personnes de la gauche syndicale et dont le réseau privé Facebook rejoint un peu plus de 500 personnes. Ce qui est remarquable c'est que cette organisation est animée par un groupe de jeunes militants syndicaux reconnus et respectés comportant cependant une faible proportion de femmes. Cette forte présence militante à la base comme au sommet pourrait éviter l'échec des multiples tentatives passées qui ont avorté parce que leurs directions, quoique critiques des directions syndicales, leur étaient trop liées ce qui les amenait à s'interdire leur critique publique sous prétexte d'unité ou de ne pas se couper de la base.

Toutefois, il y a encore loin de la coupe aux lèvres pour pérenniser Lutte commune dont le lancement remonte à quelques mois. Elle a jusqu'ici faite une très bonne critique de l'entente diffusée sous forme de tracts disponibles sur son site web et dont la distribution, sauf exception, est laissée à l'initiative des membres pas encore regroupés au niveau des syndicats locaux. Lutte commune, organisée très horizontalement plus sous forme de réseau que d'une organisation structurée, n'a pas non plus commencé le débat sur une stratégie de remobilisation et encore moins sur la démocratisation syndicale.

Marc Bonhomme, 9 février 2016

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca

2 Bernard Rioux, [Au centre du congrès d'Option nationale, une nouvelle feuille de route pour l'indépendance](#), Presse-toi-à-gauche, 3/02/16

3 À cette avance, Québec solidaire réitère qu'il « voit les "véritables perspectives de dialogue" avec d'autres "souverainistes et progressistes" au sein de regroupements non partisans comme les Organisations unies pour l'indépendance (OUIQuébec)... » sans compter qu'« il y a un "débat permanent" sur des projets d'alliance entre QS et d'autres partis politiques indépendantistes dans les rangs solidaires » mais qu'il ne peut pas « s'asseoir avec le chef du PQ, Pierre Karl Péladeau [milliardaire anti-syndical notoire justifiant les paradis fiscaux, NDLR], ou encore avec le leader parlementaire du PQ, Bernard Drainville [responsable du projet de l'islamophobe charte des valeurs, NDLR], en vue de la naissance d'une "collaboration" qui pourrait à terme mener à la conclusion d'un "pacte électoral". » S'ajoute le fait que « QS rejette aussi le "dogme du déficit zéro" dans lequel le PQ est enfermé depuis 1998. » (Marco Bélair-Cirino, [Québec solidaire repousse la main tendue du Parti québécois](#), Le Devoir, 9/02/16). En un mot, la table est mise pour un menu social-libéral où la venue du convive péquiste dépend d'une crise interne du parti générée par l'approfondissement de sa relative impopularité actuelle.